



Hong Kong, le 18 décembre 2005

CHRONIQUE DE LA DERNIERE JOURNEE A L'OMC

Dimanche 18 décembre, il est 8 H 30 quand j'arrive au centre de conférence. La manifestation quittée la veille vers 23 heures s'est encore rapprochée du lieu des négociations. Mais cette fois-ci, tous les manifestants, en majorité des paysans coréens, sont entourés par la police. Vers 9 heures, nous apprenons que les discussions de la Green Room viennent de se terminer après une nuit de discussion. Dans deux heures, elles reprendront et dans l'après-midi un nouveau texte sera présenté par Pascal Lamy. Les heures passent, les derniers manifestants sont arrêtés. Au total, 900 ont été fait prisonniers pour avoir osé défier le libre échange. Puis dans l'après-midi, le texte arrive. Toujours le même format avec quelques précisions, par exemple la date d'arrêt des subventions à l'exportation pour le coton est fixée à 2006. Un collègue d'Attac assiste à une conférence de presse. Le G20 (groupe des pays en développement exportateur de produits agricoles) et le G33 (groupe des PED priorisant la protection de leur marché intérieur) acceptent cette proposition. D'ailleurs à la question posée sur les motifs de ce soutien, le représentant de l'Indonésie répondra « C'est mieux que rien ». Ce n'est certainement pas ce qu'auraient dit les centaines de paysans indonésiens qui le matin même dénonçaient les conséquences du libre échange sur leurs conditions de vie à Victoria Park, lieu où la société civile non accréditée pour la conférence s'était réunie depuis 8 jours. Peu à peu, les rumeurs se confirment. L'Europe va accepter le compromis, les Etats-Unis aussi. A 21 h, le ministre français du commerce extérieur et le ministre français de l'agriculture tiennent une conférence de presse. En attendant, les pays du G90 (pays les moins avancés, pays de l'Union africain et les pays d'Afrique, Caraïbes, Pacifique) ont retardé leur conférence. Il est 22 heures, je quitte le centre de conférence. Les jeux sont faits même si l'accord n'est pas encore formalisé. Il le sera d'ici minuit.



A HONG KONG, LA VOIE DES CITOYENS N'A PAS ETE ENTENDUE

150 états viennent de confirmer l'engagement de la communauté internationale à poursuivre la libéralisation du commerce international. 150 états n'ont pas entendu l'appel des 3 milliards de personnes qui vivent de plus en plus mal de l'agriculture et des millions citoyens qui sur les

5 continents avaient demandé d'évaluer l'impact de la libéralisation des échanges avant de poursuivre tout accord à l'OMC.

Cet accord est un mauvais accord. Pour la Fédération Artisans du Monde qui, comme beaucoup d'organisations, préférerait ne pas avoir d'accord plutôt qu'un mauvais accord, la situation est alarmante. L'OMC continue à promouvoir le libre échange comme moyen de lutte contre la pauvreté. Et pourtant, plus de 20 ans de libéralisation imposée par le FMI, la Banque mondiale puis par l'OMC, ont prouvé que les échanges internationaux n'étaient pas LA solution pour permettre à chacun de vivre dignement de son travail.

L'accord préfère prendre en compte les entreprises plutôt que les citoyens comme en témoigne l'annexe C qui traite de la libéralisation des services, autrement dit transforme en simple marchandise les biens publics que sont l'eau, la santé et l'éducation. La libéralisation des services était revendiquée par l'Europe et les Etats-Unis. Dans le courant de la semaine, le Brésil, le Chili et l'Inde avaient accepté l'annexe C. Seuls les pays du G90 avaient exprimé leur opposition. L'annexe C confirme la suprématie de l'OMC dans l'organisation des échanges internationaux visant à libéraliser le commerce. Elle introduit des délais de mise en œuvre précis : d'ici le 31 octobre 2006, la libéralisation sera mise en œuvre. Des projets de listes finales d'engagement concernant la libéralisation des services devront être présentés. Comme l'énonce l'annexe C, « Le Conseil du commerce des services examinera les progrès accomplis dans les négociations et surveillera la mise en œuvre des objectifs ». On constate ainsi que les états membres de l'OMC ont plus de volonté pour fixer des délais visant à libéraliser le commerce que pour mettre en œuvre les droits économiques et sociaux fondamentaux. Rappelons-nous que la communauté internationale a seulement été capable d'élaborer des directives volontaires pour l'application du droit à l'alimentation.

L'accord du 18 décembre ne règle pas la question des prix agricoles. Il continue à faire croire que la main invisible du marché pourra régler l'instabilité des cours des produits agricoles. Car si en 2013 les subventions à l'exportation sont arrêtées, les agriculteurs familiaux devront faire face à une autre concurrence, celles d'agriculteurs ayant une agriculture davantage mécanisée. En refusant de considérer la question de la régulation des cours des produits agricoles, les pays membres de l'OMC signent la disparition de millions de paysans qui ne pourront être compétitifs. En axant leur politique sur la conquête de nouveaux marchés, les pays membres de l'OMC privilégient les multinationales de l'agro alimentaire et refusent de reconnaître le principe de la souveraineté alimentaire.

L'accord est un accord flou qui a été décidé pour sauver la face de l'OMC. Ainsi la date d'élimination de toutes les formes de soutiens internes pour le coton n'a pas été définie. Et pourtant, les pays africains producteurs de coton avaient exigé comme date butoir le 1 janvier 2009. Il est clair que la volonté politique existe pour les services mais n'existe pas pour l'agriculture, autrement dit il est clair que les pays membres de l'OMC privilégient les multinationales et non les hommes et les femmes qui pourraient nourrir la planète.

C'est pourquoi la conférence de Hong Kong est un échec. Mais elle est avant tout l'échec des gouvernements qui n'ont pas voulu écouter les représentants de la société civile qui connaissent bien les dégâts du libre échange. Pour la société civile, la mobilisation de nos réseaux a été plus importante que lors de la dernière conférence : elle a été plus large grâce au travail réalisé entre ONG au sein de Coordination Sud et de FINE¹ et grâce aux alliances nouées au sein du collectif « 10 ans, ça suffit ». C'est pourquoi il ne faut pas baisser les bras mais profiter de nos propres avancées pour être présent lors des prochains rendez-vous internationaux et poursuivre le travail de sensibilisation des citoyens et des dirigeants locaux, nationaux et européens.

Anne-Françoise Taisne
Membre du conseil d'administration de la Fédération Artisans du Monde

¹ FINE est le réseau qui regroupe 4 organisations internationales de commerce équitable.